



ESSOR DE LA VIE CULTURELLE AU 21^e SIÈCLE : POLITIQUES, INTERVENTIONS ET INITIATIVES

COLLOQUE FRANCO-QUÉBÉCOIS
Université du Québec à Trois-Rivières / Université de Grenoble Alpes /
Groupe de recherche sur la médiation culturelle (Culture pour tous) /
UMR Litt&Arts

26-28 avril 2016

APPEL À COMMUNICATIONS

Les 26, 27 et 28 avril 2016 aura lieu le colloque franco-québécois intitulé : *Essor de la vie culturelle au 21^e siècle : politiques, interventions et initiatives*, à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR).

Sous l'égide du Département d'études en loisir, culture et tourisme, de l'UQTR, de l'UMR Litt&Arts, de l'UFR Langage, lettres et arts du spectacle, information et communication (LLASIC), de l'Université de Grenoble Alpes et du Groupe de recherche sur la médiation culturelle (GRMC), affilié à Culture pour tous, cet appel à communications s'adresse aux chercheurs, experts des institutions et organismes publics nationaux et internationaux, professionnels des arts et de la culture et autorités gouvernementales (Ministère de la Culture et de la/des Communication(s); Ministère de l'Éducation, etc.).

MOTS CLÉS

Actions et politiques publiques en culture; Modes d'intervention; Initiatives culturelles citoyennes; Inclusion et participation; Diversité des expressions culturelles.

PRÉSENTATION DU COLLOQUE

Le paysage culturel, tant québécois que français, s'est beaucoup transformé au cours des dernières décennies. Intitulé *Essor de la vie culturelle au 21^e siècle : politiques, interventions et initiatives*, ce colloque franco-québécois 2016 est né de constats dressés au sujet des effets et des retombées générées par les politiques culturelles qui ont été adoptées depuis les 25 dernières années, tant en France qu'au Québec; constats qui sont parfois contradictoires sur la portée de celles-ci et qui traduisent les tensions sociales, ainsi que des mutations socioculturelles, politiques, économiques qui traversent la société.

Cet état des lieux vise à susciter des réflexions et des débats pouvant conduire à des choix stratégiques ou des orientations, voire pouvant soutenir l'élaboration de recommandations s'adressant aux décideurs publics, dans la foulée des projets de refonte et de mise à jour de politiques publiques en culture aux niveaux national, régional ou local.

Sur cette toile de fond, bien des questions se dessinent. Les décideurs ont-ils toujours besoin d'adopter de telles politiques? Qu'attendons-nous d'elles? Quelles sont les responsabilités des différents paliers de gouvernement face aux artistes, aux acteurs institutionnels et aux initiatives culturelles citoyennes qui foisonnent en ce début de 21^e siècle, dans un contexte où nombre de sociétés occidentales connaissent un vieillissement de leur population? Autant de questions qui alimentent le débat sur les enjeux socio-politiques sous-jacents aux actions et aux politiques publiques en culture, à mettre en œuvre en ce début de millénaire.

Le colloque *Essor de la vie culturelle au 21^e siècle : politiques, interventions et initiatives* entend contribuer à dresser un bilan franco-qubécois des formes qu'a pris l'essor de la vie culturelle, en proposant trois (3) journées de réflexion et d'échanges autour de problématiques regroupées en trois (3) axes thématiques :

- politiques publiques en culture : prendre la mesure de la vie culturelle à l'intérieur/hors du secteur culturel;
- interventions à la faveur de la culture : relier l'offre culturelle et les publics;
- initiatives culturelles citoyennes : favoriser l'inclusion et la participation / soutenir la diversité des expressions culturelles.

Les propositions de communication pourront s'intégrer à l'un ou l'autre des trois (3) axes thématiques, mais ne s'y limiteront pas.

AXES THÉMATIQUES

1. Politiques publiques en culture au 21^e siècle : prendre la mesure de la vie culturelle

L'idée d'organiser un tel colloque a germé dans le creuset des nombreuses études portant sur l'obsolescence des politiques culturelles héritées de Malraux, magnifiant les œuvres produites par les créateurs formés aux beaux-arts, isolant un secteur artistico-culturel de la vie sociale, économique et politique, et entièrement tournées vers la démocratisation de la culture, légitimée par une élite dont les pouvoirs publics se font le relais. Ce colloque entend également faire le point sur les études portant sur le temps libre, là où la culture se fait le miroir des pratiques, telles que mesurées par les statistiques, dans plusieurs domaines et sur plusieurs sujets : l'état des lieux de la culture, de l'accès, de la participation, voire de la fréquentation des organismes, lieux, événements et institutions culturelles de la société (musées, bibliothèques, services d'archives, théâtres, écoles, etc.).

Deux questions principales guident cet axe thématique :

a) Que savons-nous au sujet de l'état de la transmission culturelle, à l'ère où les innovations l'emportent sur les traditions, en contexte de populations vieillissantes?

- évolution des pratiques culturelles amateurs;
- déclin des pratiques classiques et du temps libre;
- pratiques culturelles intergénérationnelles;
- poids des *Baby-Boomers* dans la demande culturelle;
- croissance fulgurante d'Internet et des autres technologies favorisant la massification des pratiques culturelles numériques;
- essor de l'art numérique;
- etc.

b) De quelle(s) action(s) et politique(s) publique(s) avons-nous besoin pour stimuler la vie culturelle?

- mesures de la vie culturelle et leurs limites;
- portrait social, économique et démographique de la culture;
- système d'infrastructures et d'équipements culturels collectifs
- décentralisation de l'activité culturelle en région;
- actions culturelles municipales et locales;
- etc.

Dans cet axe thématique, des communications sont souhaitées à partir d'exemples en France et au Québec, de politiques publiques en culture (sectorielles, gouvernementales ou locales) à la faveur des arts, du temps libre ou des usagers.

2. Interventions culturelles au 21^e siècle : relier l'offre culturelle aux publics

De nos jours, il existe de nombreux modes d'intervention pour relier l'offre culturelle aux publics : la médiation issue de l'art, de l'éducation et du travail social, mais aussi les actions et les interventions culturelles institutionnelles et professionnelles, qu'elles soient notamment menées dans les écoles, les organismes communautaires ou les municipalités. Le développement de ces modes d'intervention s'est fortement accru au cours des dernières décennies et a donné lieu à des pratiques innovantes, telles que celles d'artistes revendiquant une plus grande dimension éducative au sein de leur pratique artistique.

Deux questions principales guident cet axe thématique :

a) Que savons-nous des interventions visant à relier l'offre culturelle aux publics?

- origine de l'intervention culturelle, sa dynamisation et ses fragilités;
- typologie et caractéristiques des modes d'intervention;
- enjeux de la médiation culturelle dans divers domaines : éducation, arts, littérature, danse, théâtre, etc.;
- moyens et stratégies d'intervention : animation, interprétation, médiation;
- etc.

b) Quelles sont les approches, stratégies et méthodes d'intervention privilégiées par les artistes professionnels dans le système d'intervention culturelle?

- transformation des modes d'intervention professionnelle;
- enjeux de l'intervention professionnelle dans les milieux institutionnels;
- artistes et pratiques artistiques professionnelles;
- sens de l'intervention en lien avec des enjeux démocratiques;
- etc.

Dans cet axe thématique, des communications sont souhaitées à partir d'exemples de la France et du Québec, de modes d'interventions professionnelles à l'intérieur et à l'extérieur du champ culturel.

3. Initiatives culturelles citoyennes au 21^e siècle : favoriser l'inclusion et la participation / soutenir la diversité des expressions culturelles

À l'action culturelle publique répond un ensemble d'initiatives culturelles citoyennes favorisant la prise en charge des modalités de pratiques culturelles. Si ces modalités font écho à un désengagement de l'État en matière de culture, il est également question de réels lieux de réappropriation, voire de détournement culturel par des communautés. De même, un processus similaire se déploie dans les régions éloignées des centres urbains, où la prise en charge du secteur de la culture par les acteurs locaux est souvent une nécessité. À cela, un bouquet de mesures visant l'inclusion sociale et la contribution culturelle de groupes marginalisés, qu'ils soient issus de communautés ethnoculturelles ou de quartiers sensibles, par exemple, montrent des résultats ténus.

Deux questions principales guident cet axe thématique :

a) Quel est l'incidence sur la vie culturelle de l'essor des initiatives culturelles citoyennes?

- état des initiatives culturelles citoyennes et des pratiques participatives;
- non-publics et exclus ou empêchés de la culture;
- démocratisation et démocratie des pratiques culturelles citoyennes;
- nouveaux territoires de l'art et de la culture;
- etc.

b) Quelle est l'apport des membres des communautés ethnoculturelles à l'essor de la vie culturelle?

- contribution des communautés ethnoculturelles à la culture;
- absence des allophones dans la sphère culturelle publique;
- intégration et reconnaissance de l'expérience des artistes immigrants à la culture;
- etc.

Dans cet axe thématique, des communications sont souhaitées à partir d'exemples de la France et du Québec, d'études sur l'état de l'inclusion et de la participation citoyenne, de mesures de l'intégration des membres des communautés ethnoculturelles à la vie culturelle, du soutien à la diversité des expressions culturelles.

Autant de pistes de réflexion et d'échanges qu'offrent ces trois (3) axes thématiques, qui seront développées par le biais des questionnements exposés dans cet appel à communication. Les communications scientifiques ayant une approche comparative entre la France et le Québec seront privilégiées, sans s'y limiter.

COMMUNICATIONS

Des communications portant sur l'un ou l'autre des trois (3) axes thématiques sont attendues, devront articuler réflexion théorique et épistémologique et être appuyées de données de terrains qualitatifs et/ou quantitatifs. Il pourra s'agir d'études de cas, de points de vue exploratoires, d'analyses et de synthèses critiques ou autres. Elles pourront s'appuyer sur les apports de disciplines diverses des sciences humaines et sociales : culture, sociologie, anthropologie, ethnologie, histoire, philosophie, sciences politiques, économie, sciences de l'information et de la communication, lettres et littérature, loisir, etc.

ATELIERS

Des ateliers, sous la responsabilité d'animateur(trice)s ayant témoigné d'une note d'intention, sont prévus. Ceux-ci visent à permettre aux participant(e)s de mener collectivement un travail de réflexion à partir de leur expertise, expérience professionnelle ou point de vue qu'ils(elles) seront amené(e)s à partager. Sans s'y limiter, ceux-ci devront se rapporter aux sujets suivants :

1. Le sens actuel de l'action culturelle publique : finalités-rôles-ressources;
2. Enjeux de l'intervention militante dans les réseaux associatifs;
3. Valorisation du talent venu d'ailleurs par la redéfinition de l'excellence artistique.

CALENDRIER

Toutes les propositions de communication (titre et résumé de 600 mots) et les notes d'intention pour les ateliers (150 mots) doivent être soumises à Maryse.Paquin@UQTR.ca avant le **16 janvier 2016**, en indiquant :

- le(s) nom(s), prénom(s) et rattachement du(des) auteur(e)s, ainsi que les coordonnées électroniques;
- le titre;
- 4 ou 5 mots clés;
- la proposition de communication et/ou la note d'intention pour l'atelier;
- l'axe thématique dans lequel elle(s) s'inscri(ven)t.

Toutes les propositions et/ou notes d'intention, soumises en format Word, seront évaluées en double aveugle, à partir d'une version anonyme. Tous les candidat(e)s, dont la proposition et/ou l'intention sera retenue ou refusée seront avisé(e)s au plus tard le 29 février 2016.

Le(s) candidat(e)s retenu(e)s devra(ont) être dûment inscrit(e)s et présent(e)s au colloque pour y présenter leur communication scientifique, animer ou participer aux ateliers.

CRITÈRES D'ÉVALUATION

L'évaluation des propositions de communication et/ou des notes d'intention pour les ateliers se fondera sur les critères suivants :

- pertinence sociale et scientifique de la problématique soulevée et des objectifs fixés;
- expertise scientifique et/ou professionnelle du(des) auteur(e)s;
- contribution à l'avancement des connaissances et à la compréhension des phénomènes à l'étude;
- qualité de la langue.

PUBLICATION DES ACTES

Les actes du colloque seront publiés, au cours des deux (2) années lui succédant. À cet effet, les communicant(e)s devront rédiger un texte (30 000 signes) et le transmettre aux organisateurs, selon un échéancier qui leur sera transmis.

RÉFÉRENCES

- Benhamou, F. (2015). *Politique culturelle, fin de partie ou nouvelle saison?* Paris : La Documentation française.
- Bordeaux, M.-C. et Caillet, É. (2013). La médiation culturelle : pratiques et enjeux théoriques. *Culture & Musées*. Hors série « La muséologie : 20 ans de recherche », 139-163.
- Kerlan, A. (2010). L'art pour éduquer : réhabilitation de l'ordinaire ou exception esthétique? Dans F. E. Boucher, S. David et J. Przychodzen (sous la dir. de), *L'esthétique du beau ordinaire dans une perspective transdisciplinaire. Ni du gouffre ni du ciel*. Paris : L'Harmattan.
- Lafortune, J.-M. (sous la dir. de). (2012). *La médiation culturelle. Le sens des mots et l'essence des pratiques*. Sainte-Foy : PUQ.
- Liot, F. (2014). Comment (re)penser la relation du public à l'œuvre d'art? Dans Gillet, J.-C. (sous la dir. de), *L'animation en France et ses analogies à l'étranger. Théories et pratiques - état de la recherche*. Paris : L'Harmattan, 69-76.
- Octobre, S. (sous la dir. de). (2014). *Questions de genre, questions de culture*. Département des études de la prospective et des statistiques. Paris : Ministère de la Culture et de la Communication.
- Pronovost, G. (2015). *Que faisons-nous de notre temps ?* Sainte-Foy : PUQ.
- Pruneau, J. (2015). *Il est temps de dire les choses*. Essai. Diversité / arts / culture. Montréal : Nord-Sud.
- Roberge, J. (2012). De la critique culturelle dans la société civile globale. La part des mouvements sociaux, des médiacultures et des crises humanitaires. *Sociologie et sociétés*, 41(1), 61-78.
- Saint-Pierre, D. (2012). Les politiques culturelles et leur gestion publique. Dans P. P. Tremblay (sous la dir. de), *L'administration contemporaine de l'état. Une perspective canadienne et québécoise*, 257-280.

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Françoise Benhamou, UParis13
Yves Bergeron, UQAM
Marie-Christine Bordeaux, UGrenoble Alpes
Brigitte Ferrato-Combe, UGrenoble Alpes
Nada Guzin Lukic, UQO
Alain Kerlan, ULyon2
Jacques Lemieux, ULaval
Françoise Liot, UdeBordeaux Montaigne
Jason Luckerhoff, UQTR
François Mairesse, UParis 3
Sylvie Octobre, CNRS
Jonathan Roberge, INRS-UCS
Diane Saint-Pierre, INRS-UCS

COMITÉ ORGANISATEUR

Yves Citton, UGrenoble Alpes
Jean-Marie Lafortune, UQAM
Myriam Lemonchois, UdeM
Martin Lussier, UQAM
Maryse Paquin, UQTR

COMITÉ CONSULTATIF

Gilles Pronovost, UQTR
Michel De-la-Durantaye, UQTR
Rosaire Garon, UQTR
Serge Bernier, UQTR